

Pleins feux

sur les AU

avril 2006



Le squat de Prestes Maia © Antonio Brasileiro

La favela verticale

Le 30 mars, nous avons lancé une Action urgente en faveur de 468 familles qui risquent d'être expulsées brutalement de l'usine textile désaffectée où elles avaient élu domicile.

Pendant plus de dix ans, une tour de 22 étages, rua Prestes Maia, dans le centre de São Paulo, est restée inoccupée. L'édifice, laissé à l'abandon par un propriétaire qui avait un arriéré d'impôts de plus de 5 millions de reals (1,8 million d'euros environ, soit plus que la valeur du site lui-même), s'est rapidement délabré. Au fil des ans, les débris se

sont accumulés et les rats et la vermine ont pris possession des lieux. Dans le même temps, le bâtiment est devenu un lieu de rendez-vous pour les prostituées et les revendeurs de drogue.

En novembre 2002, le vent a tourné pour l'immeuble de Prestes Maia. Sous l'égide du *Movimento Sem-Teto do Centro* (MSTC, Mouvement des sans-toit du centre de São Paulo), le bâtiment a été occupé et des personnes y ont emménagé. Une grande opération de nettoyage a été lancée : les nouveaux résidents ont transporté hors du site l'équivalent de 300 camions

de déchets et ont nettoyé des parties du bâtiment qui étaient plongées sous un mètre d'eaux usées ; ils ont également installé un système improvisé d'alimentation en eau, composé en bonne partie de tuyaux et d'éléments de robinetterie pour cuisine et salle de bain récupérés dans la rue. Les étages ont été subdivisés au moyen de cloisons de fortune et les résidents ont commencé à s'approprier les espaces où ils allaient vivre en les décorant. Au final, un millier de familles à faible revenu ont ainsi trouvé un foyer, dans l'un des plus grands squats d'Amérique du Sud, une favela verticale au cœur de São Paulo.

Ces deux dernières années, Prestes Maia a fait preuve d'une extraordinaire vitalité. En mettant en commun leurs modestes ressources, les habitants ont réussi à ouvrir une crèche, une bibliothèque et un cinéma, ainsi qu'à mettre sur pied des manifestations artistiques. En avril 2006, ils ont accueilli une exposition dans le cadre d'un festival artistique de premier plan, la 9^e Biennale de La Havane. Devenu une cause célèbre, Prestes Maia attire aujourd'hui des professeurs d'université, des journalistes et des artistes.

Le plus incroyable, cependant, est que cette expérience unique ait pu avoir lieu alors que les habitants étaient sous la menace constante d'une expulsion. Vanda Araújo, qui vit au 14^{ème} étage, souligne ce paradoxe : « *Quand on est arrivés ici, cet endroit était un vrai dépotoir, et maintenant qu'on a tout nettoyé, ils veulent nous jeter dehors.* » Vanda Araújo, qui gagne sa vie en raccommodant des vêtements, monte chaque jour 14 étages en portant sa machine à coudre. C'est difficile, mais au moins, à la fin de la journée, dit-elle, « *quand je rentre exténuée, j'ai un endroit où me mettre à l'abri du vent, du soleil et de la pluie.* »

Depuis avril 2005, la municipalité essaie de faire évacuer le bâtiment au nom du propriétaire, afin de l'exploiter. En février 2006, l'échéance pour l'expulsion des familles a été fixée au 15 avril. Des voitures de police arrivaient aux premières heures de la journée. Lorsque les résidents regardaient par la fenêtre, les policiers leur lançaient des insultes et brandissaient leurs armes.

Ce n'étaient pas des menaces en l'air. En 2005, une série d'expulsions violentes ont eu lieu à São Paulo, où le sujet est devenu une question explosive. L'une de ces expulsions a particulièrement marqué les esprits : la police antiémeutes de la ville a employé des méthodes brutales pour chasser 70 familles d'un immeuble de cinq étages de la rua Plínio Ramos. Elle a pris d'assaut le bâtiment à l'aide de gaz lacrymogène, de balles de caoutchouc et de matraques. Mais le pire était à venir. « *Les policiers sont entrés et ont commencé à frapper les hommes.* », témoigne Solange Lira, une avocate travaillant pour le *Fórum Estadual de Defesa dos Direitos da*

Criança e do Adolescente (Forum national de défense des droits des enfants et des adolescents). « *J'ai vu des garçons de quatorze ans sortir de l'immeuble couverts d'hématomes.* »

Vingt personnes ont été arrêtées, plus ou moins au hasard, et en fin de compte, plus de 300 personnes, dont 110 mineurs, ont dû camper dans la rue.

Le 30 mars, nous avons lancé une Action urgente en faveur des familles de Prestes Maia, pour montrer aux autorités brésiliennes que le monde entier surveillait leurs faits et gestes. Nous leur avons rappelé qu'en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), elles étaient tenues d'accorder aux occupants un délai de préavis suffisant et de mettre à leur disposition un logement de remplacement convenable. Le 4 avril, la Cour suprême a statué en faveur des familles : elle leur a reconnu des droits en tant que résidents et a suspendu l'arrêté d'expulsion pour une durée indéterminée.

Ivaneti de Araújo, coordonnatrice du Mouvement des sans-toit du centre de São Paulo, a déclaré à Amnesty International : « *Cela signifie que nous allons pouvoir souffler un peu maintenant, nous ignorons combien de temps cela va durer, mais le plus important, c'est que votre soutien a vraiment porté ses fruits ici. Nous ne savons comment vous remercier, mais au nom des 468 familles de Prestes Maia, je tiens à vous dire merci du fond du cœur ; ce qui compte aujourd'hui, c'est de savoir que nous ne sommes pas seuls, cela nous donne le courage de poursuivre notre combat.* »

La ville de São Paulo, après avoir connu une explosion démographique dans les années 1950 et 1960, lorsque l'essor de l'industrie attirait des migrants des pays voisins, traverse actuellement une grave crise du logement. Aujourd'hui, près de la moitié de la population vit dans des conditions précaires, dans des bidonvilles situés à la périphérie de la ville, dans des taudis ou dans des squats. Le pire est que ces personnes ne sont pas les plus mal loties : d'après le rapporteur spécial des Nations unies sur le logement convenable, 10 000 personnes dorment dans la rue à São Paulo chaque soir. Par ailleurs, on estime à près de 40 000 le nombre d'immeubles actuellement vacants dans la ville.

Dans ce contexte, l'immeuble de Prestes Maia est devenu le centre de la lutte que mènent non seulement les familles qui occupent le bâtiment, mais aussi un mouvement grandissant d'ONG qui tentent de faire pression sur les autorités pour les amener à prendre des mesures. Nombre des familles de Prestes Maia ne tiennent pas à occuper illégalement les lieux ; simplement, elles n'ont pas le choix. Comme le dit Vanda Araújo, « *si on paie le loyer, on ne mange pas.* »

La version originale en langue anglaise a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>